

Sur la montée des droites contrerévolutionnaires

lundi 6 mai 2019, par [BELLO Walden](#) (Date de rédaction antérieure : 7 mai 2019).

Depuis les années 1990, le centre-gauche aux États-Unis et en Europe a fait la promotion de l'agenda néolibéral. De grands partis de gauche sont devenus les défenseurs de la mondialisation, ce qui a non seulement empêché d'élargir leur base de masse, mais a également laissé une partie de cette base quitter leurs rangs.

Version abrégée du discours prononcé lors du symposium sur les alternatives systémiques à Itaipava RJ, au Brésil (7-9 avril 2019).

Pendant ce temps, l'extrême droite s'est détachée de l'agenda néolibéral qu'elle avait précédemment soutenu avec le centre-droit. Aux États-Unis, Donald Trump a rompu avec le Parti républicain et les grandes entreprises lorsqu'il s'est opposé au Partenariat transpacifique. Soucieux de pénétrer dans la classe ouvrière, les partis de droite en Europe ont abandonné l'accent mis sur les préoccupations anti-impôt, anti-gouvernement de leur traditionnelle base petit-bourgeoise. Voler la base ouvrière de gauche en opposant des éléments du programme néolibéral et défendre l'État-providence est devenu le passeport de l'extrême droite vers le pouvoir.

Dans plusieurs cas, l'extrême droite a réussi à restaurer la croissance économique et la stabilité. Selon le Financial Times, le président hongrois Viktor Orban a « réprimé les multinationales étrangères qui ont acheté à moindre coût des actifs nationaux lors des privatisations des années 1990, rétablissant le contrôle majoritaire du secteur bancaire par la Hongrie et aidé à assainir les finances publiques sans imposer de mesures d'austérité orthodoxes ». [FT, 28 janvier 2018].

Loi de la démocratie

L'extrême droite européenne a également réussi à capter la frustration de la population face au déficit démocratique chronique de l'Union européenne. Alors que le centre-gauche et le centre-droit étaient incapables de faire face à la réalité de la démocratie, l'extrême droite s'est présentée comme le champion de la souveraineté nationale contre « l'empiétement supranational » et la technocratie non élue qui gère la machine économique de l'UE. L'exploitation du racisme et du nativisme constitue le troisième élément toxique de l'extrême droite, exploitant et amplifiant les craintes que les Blancs ou les personnes de souche européenne soient en danger d'être dépassés en nombre par des migrants non blancs. Dans les années 1930, le national-socialisme a transformé les préoccupations en matière d'égalité et de protection sociale dans un contexte de contexte racial ou nationaliste extrême. Aujourd'hui, le message de l'extrême droite n'est pas différent : « Oui à un État-providence, mais seulement pour les Blancs ou les citoyens européens ».

Contrairement à la situation dans le nord, l'extrême droite n'a pas rompu avec le néolibéralisme dans les pays du Sud. En Inde, le BJP dirigé par le Premier ministre Narendra Modi poursuit la politique économique néolibérale des gouvernements successifs depuis le début des années 1990 et s'appuie sur la bourgeoisie et les classes moyennes indiennes qui en ont bénéficié. Le nationalisme

hindou est le moteur de la politique d'extrême droite. Aux Philippines, les politiques économiques de Rodrigo Duterte sont résolument néolibérales. La cause de sa popularité est son programme anti-crime et anti-corruption.

Quelques thèses sur la vague actuelle de contre-révolution

Je suggère que les mouvements d'extrême droite puissent être compris comme des « contre-révolutions ». Ces mouvements ne découlent pas principalement d'un conflit de classes classique. Mais ils méritent le terme de « contre-révolutionnaire » en raison du fait qu'ils sont des réponses politiques fondamentalistes et globales à toute une gamme de menaces ressenties par leur base de masse. Bien que souvent superficiel et composé d'éléments disparates, ce projet contre-révolutionnaire est cimenté par les « solidarités » primordiales de la race, de la religion et de la culture.

À cet égard, il existe deux types de contre-révolution. L'une est la contre-révolution dirigée par les classes, qui est principalement une réponse des classes menacées à un défi révolutionnaire venant d'en bas. Ce fut le cas en Italie fasciste au début des années 1920, en Indonésie dans les années 1960, au Chili dans les années 1970 et en Thaïlande aujourd'hui. Il y a ensuite la contre-révolution qui vise principalement à renverser un ordre démocratique libéral, laïque et pluraliste. C'est une contre-révolution « totale » qui a des objectifs de transformation aux niveaux idéologique, culturel, politique, social et économique. C'est le cas aujourd'hui en Inde et aux Philippines (et aussi dans les mouvements d'extrême droite aux États-Unis et en Europe).

Quand elle sent que son statut et ses intérêts économiques sont contestés par les classes inférieures des insurgés, la classe moyenne peut devenir la base de masse de la contre-révolution, en s'alliant avec les élites pour former une formidable force politique.

Lorsque la gauche est considérée comme une menace par l'élite dirigeante et ses alliés via des avancées électorales progressives, les contre-révolutionnaires peuvent reporter la violence tout en menaçant son utilisation aveugle pour terroriser la gauche. Là où la droite est convaincue que la menace d'une prise du pouvoir par la gauche est imminente, sa réponse peut être une violence massive, généralisée, intense, voire aveugle, comme en Indonésie et au Chili.

Dans certains cas, l'extrême droite, même si elle reste accro à la force et à la violence, arrive au pouvoir par le biais d'élections. En d'autres termes, la démocratie peut être un catalyseur de l'autoritarisme. Une fois au pouvoir, l'extrême droite démantèle de nombreuses institutions de la démocratie libérale et modifie le régime électoral pour s'installer définitivement au pouvoir. Bien que la violence soit un élément central du répertoire de droite, il ne faut pas sous-estimer la base populaire des régimes contre-révolutionnaires. Il faut toutefois distinguer entre le « consensus actif » de la classe moyenne et le « consensus passif » des classes inférieures.

Les mouvements contre-révolutionnaires ciblent certains groupes comme les perturbateurs de l'ordre ou les corrupteurs de la pureté sociale, les favoris étant les minorités dans le cas de la contre-révolution majoritaire et les communistes ou les « populistes corrompus » dans celui de la contre-révolution fondée sur la classe. Dans certains cas, le groupe ciblé devient un bouc émissaire. Il est idéologiquement déconstruit en une vermine dépouillée de toute humanité et méritant une élimination ou une répression systématique.

P.-S.

Version abrégée du discours prononcé lors du symposium sur les alternatives systémiques à Itaipava RJ, au Brésil (7-9 avril 2019). L'auteur est en train de finaliser deux livres sur la montée de la droite :

« Counterrevolution : The Global Rise of the Far Right » (Black Point/Londres : Fernwood) et « Paper Dragons : China and the Next Crash » (Londres : Zed)